



Scaling Up Nutrition (SUN) Movement Multi-Partner Trust Fund (MPTF)

SENEGAL

**TITLE: PROJET D'APPUI A LA BONNE GOUVERNANCE DES SECTEURS
DE LA NUTRITION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE AU SENEGAL ET
SUIVI DES ENGAGEMENTS SUN**

SUBMITTED BY: PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM) BUREAU
PAYS SENEGAL AVEC LE COMITE D'INITIATIVE PLATEFORME SOCIETE
CIVILE - SUN SENEGAL

DURATION: 18 mois

A. COVER PAGE

Participating UN Organization: PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL BUREAU PAYS SENEGAL

Programme Manager: Mouhamadou Baye Dame

Name: GUEYE

Telephone: 00221 77 617 92 09

E-mail:

mouhamadou.gueye@wfp.org

Main Implementing Partners (if any):

Name of Organization: Comité d'Initiative Plateforme Société Civile - SUN Sénégal

Name: Abdou DIOUF

Telephone:

+221 33 853 06 63

+221 77 450 64 43

E-mail: abdoudiouf@eve-sn.org

Programme Title: Projet d'appui à la bonne gouvernance des secteurs de la nutrition et de sécurité alimentaire au Sénégal et suivi des engagements SUN

Programme Number:

MPTF-Window2-025

Programme Costs:

SUN Movement MPTF: US\$ 212,963
(199,031 direct costs + 13,932 indirect costs)

Other (contribution Plateforme): 10 648 USD

TOTAL (USD): 223 611 USD

Programme Location: Senegal

Programme Duration:

Total duration (in months): 18 mois

Expected Start date¹:

Expected End date:

Review & Approval Dates

SUN Movement Secretariat Review

Date: 7 Mars 2014

Management Committee

Approval Date: 14 Mars 2014

Signatures of Participating UN Organization and Management Committee Chair

I.	Name of Representative for UN Participating Organization	Mr Mouhamadou Baye Dame GUEYE
	Signature	
	Name of UN Organization	Programme Alimentaire Mondial (PAM)
	Date	27/03/2014
IV.	Name of Management Committee Chair	David Nabarro
	Signature	
	Date	

¹ The official start date of any approved project/programme occurs when funds are transferred by MPTF Office.

Section B		BACKGROUND OF THE COLLABORATION BETWEEN THE PO AND THE NATIONAL/INTERNATIONAL CIVIL SOCIETY	
Participating Organization:	Organisation	Type OSC	Personne contact ayant pris part au processus
	ACF	ONG internationale	Yann Duterre, chef de mission au Sénégal
	AFRICARE	ONG internationale	Gorgui Sène Diallo, Directeur des programmes
	AFRIQUE SOLIDARITE	ONG nationale	Mamadou Salla,
	AHDIS	ONG nationale	Mor Ndiaye, Chargé de programme
	ASCFM	ONG nationale	Jacques Diouf, Coordonnateur National
	ASAN	ONG nationale	Birahim Gaye,
	CHILDFUND	ONG internationale	Mamadou Mbaye, Coordonnateur National Santé
	CNCR	ONG nationale	Diéry Gaye
	ENDA ECOPOLE	ONG nationale	Cheikh Pathé Fall, chargé de projets Nutrition
	ENDA GRAF SAHEL	ONG nationale	Dominique Paul Corrêa, Chargé de programme
	CSCM / MIFTAH	Coopérative	Amadou Moustapha Niang Président du CA
	EVE	ONG nationale	Cheikh Aliou Beye, Coordonnateur Techniques des programmes
	ENDA SANTE	ONG nationale	Dr. Mountaga Dia, Coordonnateur Technique santé
	EXODE URBAIN	ONG nationale	Ababacar Seck,
	HASDET	ONG nationale	Cheikh Mbacké Ba, secrétaire Exécutif
	HKI	ONG internationale	Khady Ndiaye, Chef de projet Nutrition
	SAVE THE CHILDREN	ONG internationale	Ngoné Mbodji ;
	ONG 3D	ONG nationale	Khady Faye, coordonnatrice des projets de Nutrition
	PLATEFORME GREEN MARINE	-	Mamadou Diop Thioune
	RAPDA	ONG nationale	Seydou Ndiaye
	SOCIETE ALIMENTAIRE	SARL	Amadou Ba
	WORLD VISION	ONG internationale	Dr. Agoustou Gomis, Coordonnateur National Santé
Implementing Partner(s):	<ul style="list-style-type: none"> - Cellule de Lutte Contre la Malnutrition (CLM) - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale - Commissariat National à la Sécurité Alimentaire (CNSA); - Union des Associations des Elus Locaux (UAEL) - Secteur privé 		
Programme Number:	MPTF-Window2-025		
Programme Title:	Projet d'appui a la bonne gouvernance des secteurs de la nutrition et de sécurité alimentaire au Sénégal et suivi des engagements SUN		
Approved Programme Budget:	US\$ 212,963 (199 031 les coûts directs à Eau-Vie-Environnement + 13 932 des coûts indirects pour le PAM)		
Location:	Senegal		
MC Approval Date:	14 Mars 2014		
Programme Duration:	18 mois		

<p>Background to the collaboration btw the PO and the Civil Society</p>	<p>Les acteurs de la société civile sénégalaises impliquées dans la présente proposition se rencontrent sur plusieurs autres thématiques de développement telles que l'eau, l'hygiène et l'assainissement, le droit à l'alimentation, la gouvernance locale, la survie de l'enfant, etc.</p> <p>Cette collaboration est ouverte aux ministères techniques, aux collectivités locales et au secteur privé. C'est dans cette même lancée que la présente stratégie a été élaborée par le Comité d'Initiative en consultation avec différents acteurs de la Société Civile pour une meilleure prise en compte de la dimension multisectorielle de la sous-nutrition. Dans ce cadre, plusieurs rencontres ont été organisées² avec la participation d'une vingtaine d'organisations membres de ce Comité d'Initiative. Ces rencontres ont été de grands moments de dialogues et d'échanges autour des problèmes de nutrition et de sécurité alimentaire du pays, des objectifs à adresser à travers le projet, du choix de l'agence du système des Nations Unies qui va parrainer le projet, de l'organisation de la société civile qui sera retenue pour porter le projet au nom de la plateforme.</p> <p>La mise en place de la plateforme Société Civile SUN Sénégal intègre les réseaux et forums de dialogue et de coordination déjà existants. C'est ainsi que l'Alliance Sénégalaise Contre la Faim et la Malnutrition (ASCFM), le Réseau Africain Pour le Droit à l'Alimentation-Groupe Sénégal, le Consortium des ONG intervenant dans le Programme Santé USAID/Santé Communautaire, les Agences d'Exécution Communautaires (AEC) travaillant avec la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM), des organisations membres du Conseil des ONG d'Appui au Développement (CONGAD), des ONG internationales comme Action Contre la Faim (ACF) etc. ont pris part au processus d'élaboration du projet d'appui à la bonne gouvernance des secteurs de la nutrition et de sécurité alimentaire au Sénégal et suivi des engagements SUN.</p>
<p>Executive summary of the proposed collaboration</p>	<p>Dans le cadre de cette collaboration, le dispositif ci-après sera mis en place:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un comité de pilotage réunissant les représentants des OSC membres, le Bureau Pays du Programme Alimentaire Mondial et le Point Focal SUN du Gouvernement, un représentant des associations d'élus locaux sera mis en place. Ce comité est une instance d'orientation et de validation des documents et plans de travail du projet. Ce comité de pilotage se réunit tous les 6 mois. Il sera présidé par l'Alliance Sénégalaise contre la Faim et la Malnutrition (ASCFM). - Un comité technique composé des points focaux SUN des organisations membres potentielles de la Plateforme. Ce comité technique est une instance de suivi et d'évaluation du projet. Il se réunit tous les trimestres pour statuer sur l'état d'avancement de la mise en œuvre, procède à l'analyse des contraintes et difficultés rencontrées. Le comité technique sera appuyé dans sa mission par une équipe de coordination et rend compte au comité de pilotage. - La coordination et la gestion du projet seront assurées par l'ONG EVE, à travers une équipe composée: <ul style="list-style-type: none"> o d'un chargé de projet responsable de la coordination opérationnelle du projet, o d'un chargé de communication et du plaidoyer

Alliance/platform and executive summary of the proposed collaboration.

² Cf. comptes rendus des rencontres en annexe

Section C	Theory of change pursued by the proposal to scale-up nutrition			
Participating UN Organization:	Programme Alimentaire Mondial (PAM) Bureau Pays du Sénégal			
Implementing Partner(s):	<ul style="list-style-type: none"> - Cellule de Lutte Contre la Malnutrition (CLM) - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale - Commissariat National à la Sécurité Alimentaire (CNSA); - Union des Associations des Elus Locaux (UAEL) - Secteur privé 			
Programme Number:	MPTF-Window2-025			
Programme Title:	Projet d'appui a la bonne gouvernance des secteurs de la nutrition et de sécurité alimentaire au Sénégal et suivi des engagements SUN			
Total Approved Programme Budget:	US\$ 212,963 (199 031 les coûts directs à Eau-Vie-Environnement + 13 932 des coûts indirects pour le PAM)			
Location:	Sénégal			
MC Approval Date:	14 Mars 2014			
Programme Duration:	18 MONTHS	Starting Date: Juin 2014		Completion Date: Novembre 2015
Description of why the proposed strategy is the best appropriate for scaling-up nutrition in the given national/global context	<p>Le Sénégal, à l'instar des pays d'Afrique subsaharienne est classé dans la catégorie de ceux les moins développés. Cette situation qui est tributaire d'un ensemble de facteurs, découle des innombrables déséquilibres qui existent en termes de non satisfaction de besoins sociaux de base, la définition de politiques sectorielles inopérantes mais aussi de facteurs souvent externes : la crise économique mondiale, l'irrégularité des productions agricoles, etc.</p> <p>En effet, plusieurs secteurs clés du développement traversent aujourd'hui des difficultés qui mitigent dans une large mesure leur plein épanouissement. En guise d'exemple, si nous considérons le secteur de la nutrition santé, malgré les multiples politiques et stratégies adoptées par l'Etat, pour garantir un meilleur état de santé aux populations, nous assistons toujours à un processus de prévarication sociale continu, avec comme manifestations récurrentes une exposition plus accrue à l'insécurité alimentaire et une situation nutritionnelle pas très reluisante, surtout chez les enfants 0-5 ans et les femmes.</p> <p>Et pourtant, très tôt, l'Etat du Sénégal ayant compris toute la priorité d'investir dans la lutte contre la malnutrition infanto-juvénile a mis en place des programmes centrés nutrition, avec l'appui de ses partenaires bilatéraux et le secteur privé sénégalais. C'est dans ce contexte que la Cellule Nationale de Lutte contre la Malnutrition a été instituée depuis 2001, pour accompagner la mise en œuvre du Programme de Renforcement de la nutrition (PRN). S'appuyant sur l'expertise des ONG sénégalaise en matière de lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, la CLM a contractualisé avec des Agences d'Exécution communautaire (AEC) pour la conduite des interventions. Dès lors, avec la création de la Cellule de lutte contre la malnutrition, l'Etat sénégalais consacrer une nouvelle option stratégique, notamment, le passage de l'approche « projet » à celle de « programme ».</p> <p>En effet, cette nouvelle vision politique intègre dorénavant l'implication d'autres secteurs outre que celui de la santé, à savoir, l'éducation, l'agriculture, l'hydraulique, l'éducation, etc. ce qui pose clairement l'adoption de l'approche multisectorielle de la nutrition.</p> <p>Ainsi, depuis l'année 2003, des actions essentielles de sécurité alimentaire et pro-nutrition sont donc menées au Sénégal par les AEC sur toute l'étendue du territoire national et se structurant autour des principaux domaines suivants: (i) la nutrition et la prise en charge intégrée de l'Enfance, et de la malnutrition aigue (ii) les interventions intersectorielles avec le financement d'initiatives communautés et le renforcement des</p>			

capacités des acteurs.

Parallèlement à ces stratégies développées à travers le PRN, on a noté en même temps une pluralité d'interventions visant la promotion d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sénégal par d'autres acteurs de la société civile.

Toutefois, il faut noter que, même si ces actions combinées ont permis de réduire sensiblement la prévalence de la malnutrition chez les enfants 0-5 ans et les femmes dans certaines localités du pays, des facteurs exogènes ont largement contribué à confiner les populations dans une situation d'insécurité alimentaire et continue de dégrader la situation sanitaire et nutritionnelle des enfants et des femmes. On peut citer l'exemple des inondations en période d'hivernage, avec des déplacements de populations avec des conséquences dévastatrices sur les productions agricoles, la pauvreté croissante des ménages avec un pouvoir d'achat qui ne cesse de baisser dans un contexte de crise socio-économique global etc. Ainsi, les dernières données d'enquêtes statistiques dressent un tableau très critique de la situation de l'insécurité alimentaire et la malnutrition au Sénégal.

En effet, selon l'EDS V de 2010, la prévalence des 3 types de malnutrition a augmenté de 9 à 10% pour l'émaciation, de 17 à 26% pour le retard de croissance (indice taille-pour-âge) et de 16 à 17 % pour l'insuffisance pondérale.

L'enquête SMART 2011 réalisée dans les 8 régions, menée par le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale (MSAS), avec l'appui des partenaires (UNICEF, ANSD, CLM, UCAD, HKI, MI, PAM et FAO) avait confirmé une situation nutritionnelle critique dans deux régions du pays (Matam et Diourbel) avec respectivement 14,1 % de MAG et 2 % de MAS à Matam, et 10,3% de MAG et 1,6% de MAS à Diourbel avec des facteurs aggravants importants (la diarrhée et les infections respiratoires aiguës) et une situation préoccupante dans les régions de Thiès, Louga, Saint Louis, Tambacounda et Kédougou.

L'enquête ENSAN / SMART de Juin 2013 a encore révélé des taux de Malnutrition aigüe globale (modérée et sévère) importants dans 17 de 46 département du Sénégal qui sont au-dessus des seuils d'alerte et critique, bien que la moyenne nationale de MAG (Malnutrition Aigüe Globale) soit légèrement élevée par rapport à la MAG de 2013. On estimait à 76814 cas de malnutrition aigue sévères (MAS) et 254 465 cas de malnutritions aigües modérées (MAM) sur l'ensemble du pays pour l'année 2014

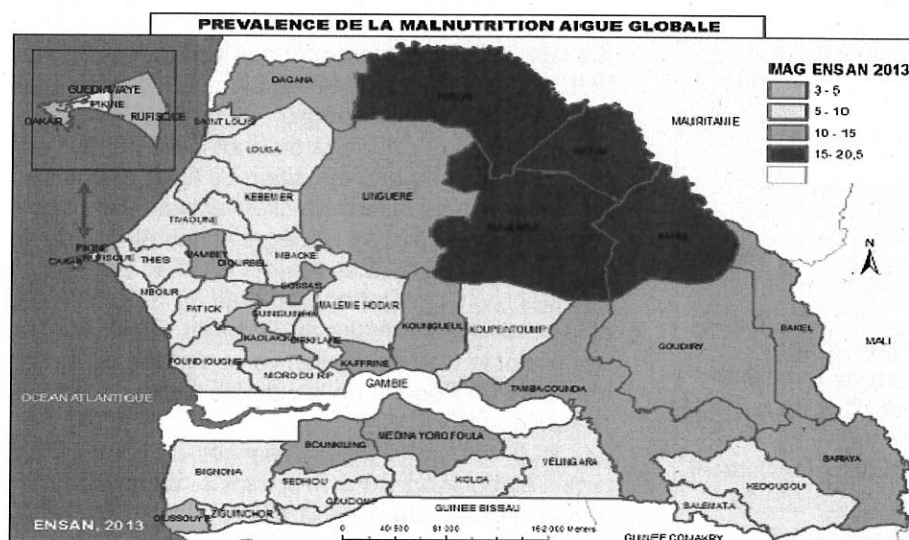
La situation en micronutriments chez les groupes vulnérables n'est pas optimale (COSFAM, 2012) : 61 % des enfants sont exposés à la carence en vitamine A ; 47% des enfants et 53 % des femmes en âge de procréer souffrent de carence en iode, 53% des femmes en âge de procréer et 76% des enfants 6 – 59 mois sont endémiques.

Concernant la malnutrition aigue sévère, selon toujours cette même source, 9 départements du Sénégal sont dans une situation critique dépassant les 2% de prévalence. On note également la même tendance pour l'insuffisance pondérale qui affecte aujourd'hui 27 départements du pays.

Global acute malnutrition in Senegal 2011-2013

Régions	Global Acute Malnutrition (SMART 2011)	Global Acute Malnutrition (SMART 2012)	Global Acute Malnutrition (ENSAN 2013)
Dakar		6.1	5.3
Diourbel	10.3	7.9	9.4
Fatick		6.8	8.2
Kaffrine		11	10.5
Kaolack		9.3	7.1

Kédougou	6.7	8.6	9.2
Kolda	7.9	10.3	10.1
Louga	8.2	9.7	8.9
Matam	14.1	15.4	18.8
Saint-Louis	8	11.8	12.5
Sedhiou		8.9	10.2
Tambacounda	6.1	14	11.8
Thiès	7.9	7.2	8.2
Ziguinchor		6	6.4
National		8,8	9.1



En analysant ces données, on peut se poser la question légitime de savoir ce qui n'a pas bien fonctionné, si l'on sait que déjà depuis 1972, le Sénégal s'est lancé dans la lutte contre la sous-nutrition et l'insécurité alimentaire, avec notamment la mise en œuvre du projet de protection nutritionnel et sanitaire (PPNS 1973-1988).

En effet, malgré une multiplicité des interventions, on note au Sénégal un manque de cadres de mise en cohérence des stratégies et approches en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire et la promotion d'une bonne santé nutritionnelle, ce qui constituerait aujourd'hui un facteur qui limite la durabilité des effets et impacts attendus. D'ailleurs à ce propos, le point focal SUN national, à savoir la CLM, conscient de cet état de fait a retenu comme axe prioritaire dans son plan stratégique national 2013-2018 « d'amener les acteurs à travailler ensemble ». Si véritablement on veut susciter des interventions pertinentes, surtout dans le domaine de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, il est incontournable de réfléchir sur les instruments et outils pouvant aider à développer cette approche multisectorielle.

C'est dans cette logique que les acteurs de la société civile sénégalaise se retrouvent dans cette plateforme pour mutualiser leurs expériences respectives, conduire ensemble des activités de plaidoyer d'envergure en vue d'arriver, ensemble, avec l'appui du point focal national à la mise en place de cadres de coordination appropriés de définition, de mise en œuvre et de suivi évaluation de politiques, à tous les niveaux, en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Cette Stratégie proposée semble plus appropriée dans le contexte Sénégalais car elle permettra de répondre à deux enjeux fondamentaux :

- Manque de coordination au sein de la société civile entre les différents secteurs liés

	<p>à la nutrition et à la sécurité alimentaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de financements <p>Cette stratégie est élaborée afin de garantir la pérennité dans le suivi du Processus SUN Société Civile. Le financement MPTF devrait constituer un soutien de départ indispensable à la création d'une dynamique de longue durée au sein de la société civile Sénégalaise.</p>
<p>Explain which Alliances (e.g. with other CSO networks such as breastfeeding/health alliances, right to food groups, farmers' organizations, red crosses etc.) will be sought during the project to have increased impact</p>	<p>Cette stratégie a été élaborée en consultation avec différents acteurs de la Plateforme SUN Société Civile en intégrant la dimension multisectorielle de la sous-nutrition. Près de d'une vingtaine d'organisations de la société civile ont pris part à ce processus. Plusieurs rencontres de travail ont été organisées sur le processus. Ces réunions ont été de grands moments de dialogues et d'échanges autour des problèmes de nutrition et de sécurité alimentaire du pays, des objectifs à adresser à travers le projet, du choix de l'agence du système des Nations Unies qui va parrainer le projet, de l'organisation de la société civile qui sera retenue pour porter le projet au nom de la plateforme. De façon chronologique les rencontres ci-après ont été tenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> o <u>26 septembre 2013</u> : réunion d'informations des acteurs sur l'initiative de SUN Société civile, compte rendu des échanges avec la Coordinatrice Mondiale de SUN société civile et mise en place du Comité d'Initiative de la Plateforme de la Société Civile SUN Sénégal ; o <u>10 octobre 2013</u> : partage du draft d'éléments d'orientation de Plateforme Société SUN Sénégal, de la proposition de fiche pour le recensement et la cartographie des organisations de la société civile actives dans le secteur de la nutrition et de la sécurité alimentaire au Sénégal et compte rendu des contacts avec le point focal gouvernemental du Mouvement SUN au Sénégal o <u>24 octobre 2013</u> : Partage du draft de répertoire des OSC actives dans la nutrition et la sécurité alimentaire au Sénégal, information des nouveaux membres qui rejoignent le Comité d'Initiative et partage du message de la Coordinatrice Mondiale du Réseau de la Société Civile pour SUN relatif à l'ouverture des appels à projets du MPTF SUN o <u>6, 7 et 9 novembre 2013</u> : séances de consolidation des contributions individuelles pour l'élaboration du « Proposal » respectivement à ACF, au Centre de Bopp et dans les locaux de l'ONG EVE ; o <u>20 décembre 2014</u> : rencontre de travail avec le point focal gouvernemental du mouvement SUN autour du feedback du Secrétariat du Mouvement sur le « Proposal » du Sénégal, de l'importance de mobiliser davantage les autres membres de la société civile, du caractère particulier du partenariat déjà existant entre l'Etat du Sénégal à travers la Cellule de Lutte Contre la Malnutrition (CLM) et la société civile à travers les Agences d'Exécution du Programme de Renforcement de la Nutrition (PRN) ; o <u>07 janvier 2014</u> : rencontre des membres du Comité d'Initiative autour des observations formulées par le Secrétariat de SUN sur le « Proposal » du Sénégal et mise en place d'un groupe restreint de finalisation du « Proposal » sur la base des remarques et du format envoyé par le secrétariat. Cette rencontre a vu la participation de représentants du Bureau pays du Programme Alimentaire Mondial (PAM) ; o <u>22 janvier 2014</u> : Réunion du groupe de travail dans les locaux de EVE <p>La mise en place de la Plateforme s'est faite avec les réseaux et cadres de coordination déjà existants au sein de la société civile, pour garantir la durabilité. C'est ainsi que l'Alliance Sénégalaise Contre la Faim et la Malnutrition (ASCFM), le Réseau Africain Pour le Droit à l'Alimentation-Groupe Sénégal, le Consortium des ONG intervenant dans le Programme Santé USAID/Santé Communautaire, les Agences d'Exécution Communautaires (AEC) travaillant avec Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM), des organisations membres du Conseil des ONG d'Appui au Développement (CONGAD), des ONG internationales comme Action Contre la Faim (ACF) etc. ont pris part au processus d'élaboration du projet.</p> <p>Compte tenu du caractère multisectoriel des questions de santé/nutrition, les mêmes</p>

	réseaux seront mobilisés dans la mise en œuvre des activités du Proposal mais aussi des nouvelles alliances seront recherchées avec d'autres réseaux d'acteurs des secteurs connexes à la nutrition et à la sécurité alimentaire tels que eau, hygiène et assainissement. C'est ainsi que la Plateforme sectorielle WASH, les organisations socioprofessionnelles (syndicats, groupements de promotion féminine, etc.), les organisations de producteurs et les organisations humanitaires telles que la Croix Rouge, Oxfam, etc. seront sollicités.
Give account of risks factors to the project	<p>Les facteurs de risques pouvant être associés à la proposition sont entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la survenue de crises /catastrophes alimentaire et nutritionnelle eu égard à la forte dépendance du pays de la pluviométrie pour sa production alimentaire et des importations de vivres; - la paix et la stabilité du pays sont encore bonnes mais le climat social et politique associé aux élections locales en vue au courant de l'année 2014 pourrait être vicié si les acteurs politiques n'arrivent pas à des consensus sur les règles du jeu devant les y amener

D. THE PROPOSED PROGRAMME, INCLUDING RESULTS FRAMEWORK/LOG FRAME AND BUDGET AS SUBMITTED BY CIVIL SOCIETY ALLIANCES/PLATFORMS (ATTACH THEM)

RÉSUMÉ BUDGET PAR CATÉGORIE

SUN Movement MPTF PROJECT BUDGET*	
CATEGORIES	Total AMOUNT (USD)
1. Staff and other personnel costs*	59 063
2. Supplies, Commodities, Materials	34 104
3. Equipment, Vehicles and Furniture including Depreciation	19 646
4. Contractual Services	18 750
5. Travel**	20 955
7. General Operating and Other Direct Costs	46 513
8. Indirect Support Costs ***	13 932
TOTAL	212 963

E. MONITORING, EVALUATION, AND REPORTING

DISPOSITIF ORGANISATIONNEL DE MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre du projet sera assurée par les instances ci-après :

- un comité de pilotage réunissant les représentants des OSC membres, Bureau Pays du Programme Alimentaire Mondial et le Point Focal SUN Gouvernement, un représentant des associations d'élus locaux sera mis en place. Ce comité est une instance d'orientation et de validation des documents et plans de travail du projet. Il se réunit tous les 6 mois. Ce comité de pilotage sera présidé par l'Alliance Sénégalaise contre la Faim et la Malnutrition (ASCFM) ;
- un comité technique composé des points focaux SUN des organisations membres potentielles de la Plateforme. Ce comité technique est une instance de suivi et d'évaluation du projet. Il se réunit tous les trimestres pour statuer sur l'état d'avancement dans la mise en œuvre, procède à l'analyse des contraintes et difficultés rencontrées. Le comité technique sera appuyé dans sa mission par une équipe de coordination et rend compte au comité de pilotage ;
- la coordination et la gestion du projet seront assurées par l'ONG EVE, à travers une équipe composée:
 - o d'un chargé de projet responsable de la coordination opérationnelle du projet,
 - o d'un chargé de communication et du plaidoyer

CALENDRIER D'EXECUTION DES PRINCIPALES ACTIVITES

Le calendrier de mise en œuvre des principales activités du projet est décliné ainsi qui suit :

ACTIVITES/RESULTATS	Année 1		Année 2			
	Trim. 1	Trim2	Trim. 3	Trim. 4	Trim5	Trim. 6
R1.OS1 : Un cadre de cohérence des interventions et des acteurs en faveur de la sécurité alimentaire et la nutrition est mis en place, structuré et fonctionnel						
A1.R1.OS1 : Organiser des rencontres/ateliers d'informations/mise à niveau sur les objectifs du mouvement SUN (3 ateliers zonaux et 1 atelier national de 2 jours chacun)						
A2.R1O.S1 : Organiser des Rencontres/ateliers d'analyse des champs de complémentarités et des capacités disponibles au sein des organisations de la société intervenant en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Sénégal (2 ateliers de 3 jours chacun)						
A3.R1.OS1 : Organiser des rencontres/ateliers de structuration de la plateforme SUN Sénégal (élaboration/validation des outils de gouvernance, 2 jours de rencontres d'assemblée générale constitutive)						
R2.OS1 : Les capacités des membres de la Plateforme SUN Sénégal à mener des actions/campagnes de plaidoyer vis à vis du gouvernement, des collectivités locales, du secteur privé et des donateurs sont renforcées						
A1.R2.OS1 : Organiser des rencontres/ ateliers de partage et de mutualisation d'expériences réussies de plaidoyer en faveur de la sécurité alimentaire et la nutrition						
R3.OS1: Les membres de la Plateforme SUN Sénégal intègrent l'approche multisectorielle comme démarche d'intervention en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition						
A1.R3.OS1 : Orienter et renforcer les membres de la plateforme sur l'approche multisectorielle centrée sur la sécurité alimentaire et la nutrition (principes, méthodologies, outils),						
A2.R3.OS1 : Développer et mettre en œuvre un projet démonstratif de l'approche multisectorielle dans l'un des 4 départements en situation de crise nutritionnelle au Sénégal						
R1.OS2 : L'Etat, les partenaires techniques, les collectivités locales et le secteur privé augmentent leur niveau de contribution dans le financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition ;						
A1.R1.OS2 : Recruter un consultant national spécialiste en développement de campagnes de plaidoyer;						
A2.R1.OS2 : Elaborer le plan de plaidoyer de la plateforme SUN Sénégal ;						
A3.R1.OS2 : Mettre en œuvre le plan de plaidoyer						
Coordination et suivi du projet						
Mise en place des instances de pilotage et de gestion du projet						
Réunions périodiques du comité de pilotage						
Réunions périodiques du comité technique						
Suivi						
Evaluation						

Les volets relatifs au suivi et à l'évaluation constituent une dimension importante du projet et font l'objet d'une attention particulière.

LE SUIVI DU PROJET.

Le suivi du projet consistera à collecter en continu toutes les informations relatives à la mise en œuvre des activités, tandis que l'évaluation représente la mesure des impacts et résultats obtenus à un moment bien précis du processus. Il concerne tous les acteurs impliqués dans la gestion du projet. Ainsi, à l'aide d'outils souples, les informations seront collectées et analysées en permanence par rapport aux indicateurs et résultats visés par le projet.

Pour ce faire, un suivi constant et garantissant l'atteinte des objectifs du projet sera fait. Il permettra d'opérer à temps les ajustements nécessaires afin d'anticiper sur toutes les formes de contre-performance notée. Ce suivi/évaluation sera assuré par les instances prévues dans le dispositif de mise en œuvre et défini plus haut à savoir le comité de pilotage, le comité technique et l'équipe de coordination et de gestion du projet. Chaque niveau de suivi/évaluation disposera termes de référence qui vont structurer son action et définir son cadre d'appréciation de la mise en œuvre des activités et des résultats obtenus.

Le chargé de projet, appuyé par le chargé de communication et du plaidoyer, est le premier responsable du suivi/évaluation du projet. A ce titre, il sera garant de la célérité des données collectées, compilées et disponibles pour tous les membres de la plateforme et tous les autres acteurs qui s'intéressent à l'insécurité alimentaire et la nutrition.

Afin de permettre à l'équipe de projet (chargé de projet et chargé de communication et du plaidoyer) de jouer pleinement son rôle de coordination et d'animation de la mise en œuvre des activités, les organisations de la plateforme, principalement l'ONG qui assure le portage opérationnel du projet, mettront à disposition un véhicule de liaison pour le suivi et la supervision des activités organisées en dehors de Dakar. Cette mise à disposition de véhicule sera valorisée comme contribution de la Plateforme au financement du projet. Elle est estimée à 5% du montant du financement obtenu du MPTF, soit 10 648 USD sur les 18 mois de mise en œuvre.

Le comité technique, appuyé par l'équipe de projet, rend compte directement au comité de pilotage qui apprécie à son tour les niveaux de réalisation du projet et communique directement avec le partenaire financier du projet.

L'objectif principal du suivi/évaluation est d'assurer des niveaux de performances adéquats en vue de l'atteinte des résultats et une communication fiable et régulière avec l'ensemble des parties prenantes sur l'état d'avancement du projet. Les rôles et responsabilités des acteurs du suivi/évaluation projet ainsi que les activités de suivi/évaluation et les outils et la périodicité de collecte et d'analyse des données du suivi évaluation sont déclinés dans le tableau ci-dessous.

Acteurs	Activités	Responsable	Outils	Périodicité
Comité de pilotage	<ul style="list-style-type: none"> - tenue régulière des sessions ; - validation des rapports d'exécution technique et financière ; 	Président	<ul style="list-style-type: none"> - Plans de travail annuel ; - Rapports de suivi du comité technique - rapports d'exécution technique et financière ; 	semestrielle
Comité technique	<ul style="list-style-type: none"> - missions de suivi et, ou de supervision des activités ; - réunions techniques de validation des rapports de suivi de l'équipe de coordination et de gestion; - suivi de l'exécution du budget 	Président	<ul style="list-style-type: none"> - comptes rendus de réunions; - rapports de missions ; - rapports financiers périodiques 	trimestrielle
Equipe de coordination et de gestion	<ul style="list-style-type: none"> - élaboration des documents de planification ; - gestion de la base de données du suivi ; - rapports et comptes rendus d'activités ; 	Chargé de projet	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités ; - PV et comptes rendus de réunions ; 	mensuelle

L' EVALUATION DU PROJET

L'évaluation par contre se focalise sur les objectifs généraux et spécifiques du programme et détermine comment et dans quelle mesure ils ont été réalisés. Deux évaluations sont prévues dans le cadre de ce projet. Ces évaluations auront lieu lors des deux dernières réunions semestrielles du comité de pilotage. Elles renseigneront sur les résultats obtenus, notamment les éléments de succès et, ou d'échecs qui ont marqué la mise en œuvre de l'action.